



..... **SNCF Occitanie**

06 mai 2026

Non aux attaques contre les travailleurs ! Augmentation des salaires et interdiction des licenciements !

Le 1^{er} mai, près de 300 000 personnes ont manifesté dans tout le pays pour la journée internationale de lutte des travailleurs, rappelant que seule notre solidarité permet de faire face aux attaques patronales. Une mobilisation que certains aimeraient bien voir disparaître ! L'ex-Premier ministre Gabriel Attal, en campagne, a ainsi déclaré : « Le droit du travail empêche trop souvent le droit au travail. »

Sous le capitalisme, on meurt du travail

Mais de quel « droit au travail » parle-t-il ? Celui de travailler plus longtemps, dans des conditions plus dures, avec moins de protections et davantage de risques ?

Le 17 avril, un intérimaire de 22 ans a été happé par une machine et un stagiaire de 15 ans écrasé par un chariot élévateur. En 2025, 1 297 travailleurs sont morts en France du fait de leur activité professionnelle, soit plus de trois par jour. Depuis janvier 2026, douze cheminots se sont suicidés, révélant l'ampleur des souffrances psychiques liées au travail. Voilà ce que recouvre ce « droit au travail » dans la bouche de ceux qui ne travaillent pas.

Toujours plus d'exploitation, toujours plus de profits

Pendant ce temps, la campagne présidentielle s'ouvre et les déclarations pro-patronales, mais surtout anti-ouvrières, se multiplient. Le président du Rassemblement national, Jordan Bardella, le ventre encore plein de son récent déjeuner au Medef, propose de porter la durée du travail de 35 à 37 heures par semaine, ce qui ajouterait deux heures de travail hebdomadaire pour ceux qui travaillent à l'horaire légal et sucrerait deux heures supplémentaires à ceux qui sont obligés de travailler plus.

Pourquoi faudrait-il travailler plus, comme le voudraient la droite et l'extrême droite, alors que les

licenciements se multiplient ? Alors que des millions de travailleurs sont déjà privés d'emploi, avec toutes les galères que cela implique, à commencer par la mise à l'écart d'une partie de la vie sociale ?

Les 2 000 ouvriers de Stellantis Poissy, menacés par la fermeture de leur site, apprécieront – comme tous ceux touchés par les plans de licenciements, de Nestlé à ArcelorMittal, en passant par Novasco ou Vencorex, ainsi que leurs sous-traitants.

C'est que la logique du patronat consiste à licencier à tour de bras et à intensifier le travail pour celles et ceux qui restent, afin d'augmenter des profits déjà colossaux. En 2025, les entreprises du CAC 40 ont versé un record de 107,5 milliards d'euros de dividendes.

Il faut interdire les licenciements et augmenter les salaires !

Le travail ne manque pas ! Nous en faisons déjà trop, dans des conditions épuisantes. Ce dont nous avons besoin, c'est de travailler moins longtemps, sans perte de salaire, et de partager le travail entre tous pour en finir avec le chômage.

Il faut aussi augmenter les salaires : il n'y a aucune raison pour que tous ceux qui galéraient déjà à cause des bas salaires subissent une hausse des prix de l'énergie et des produits essentiels, conséquence de la concurrence capitaliste sauvage, qui débouche inévitablement sur des guerres commerciales et des guerres tout court. Et, pendant que nous tirons le diable par la queue, des groupes comme Total accumulent des profits record.

Mais rien ne viendra d'en haut. Seule notre organisation collective, dans les usines, les hôpitaux, les bureaux, sur les chantiers, pourra aboutir à une lutte d'ensemble pour imposer, face à l'offensive générale du patronat, hausses de salaire, interdiction des licenciements et réduction du temps de travail.

Week-ends à 1 euro, week-ends aux 100 galères ?

L'affluence sur TER Occitanie à chaque premier week-end du mois, où tout billet de train est vendu un euro quelque soit le parcours, montre le potentiel de fréquentation des transports en commun quand ils sont peu chers. Mais quels moyens sont mis en place pour répondre à l'afflux ?

Avec des rames des train qu'on surexploite, des centaines de voyageurs qui restent à quai, des trains archibondés où les gens voyagent debout et qui prennent du retard juste du fait de la montée et de la descente des usagers, on est loin du compte !

Pour des raisons sociales autant qu'écologiques, il faut imposer la gratuité des transports en commun : pour se réaliser pleinement, elle devra s'accompagner d'embauches et de plus de matériel ferroviaire pour pouvoir faire plus de trains.

On sort les rames

Conséquence de la politique de réduction des coûts à la maintenance et du manque de matériel ferroviaire, des rames circulent par dérogation avec des avaries plus ou moins importantes. Par exemple, des trains roulent avec un moteur sur deux en service. C'est embêtant pour les usagers car aucune prise électrique ne fonctionne et la clim est réduite au minimum. Et c'est surtout le risque de se retrouver dans le noir si l'autre moteur s'éteint...

Ça n'a pas loupé la semaine dernière et un train s'est retrouvé dans le noir pendant de longues minutes en pleine voie. S'il a pu repartir cette fois, pas sûr que la chance soit toujours du bon côté.

Et 1, et 2 et 3 mai

Les conducteurs de manœuvre de Toulouse qui sont déjà dans l'action depuis plusieurs semaines étaient de nouveau à 100% en grève. Nouveauté, cette fois-ci des agents de conduite de ligne sont entrés dans la danse, usés des journées modifiées, du non-respect des roulements, des journées de réserve supplémentaires.

Un mouvement qui grandit et ne demande qu'à s'étendre aux autres services et aux autres dépôts !

Missile sol/bord

Le détricotage des métiers à la SNCF n'en finit plus et Toulouse n'est pas en reste. Cette fois-ci on nous parlait d'une expérimentation pour mixer le Contrôle et l'Escale à TGV. En gros, faire en sorte que ce soit les mêmes agents qui gèrent le filtrage, l'embarquement puis les voyageurs une fois à bord et rebelote à l'arrivée. Avec la généralisation des trains sans ASCT et la perte programmée cette année de l'aptitude sécurité, c'est une nouvelle tentative de vider de sa substance un métier autrefois dédié à la sécurité.

Si l'expérimentation a été abandonnée pour cette année faute d'organisation côté entreprise, restons vigilants. Ils reviendront très vite avec un projet encore plus absurde !

Non au licenciement de Nordine

Nous étions plus de 150 à avoir fait le déplacement depuis le Languedoc-Roussillon devant les locaux de la direction à Saint-Denis où se tenait le conseil de discipline de Nordine, syndicaliste CGT à Montpellier. Nombreuses et nombreux aussi à être en grève deux jours plus tard pour exiger son maintien dans l'entreprise. Face aux parodies de justice à la sauce SNCF et à la volonté de la direction de se « payer » un syndicaliste, la solidarité et la mobilisation collective sont nos armes. On ne lâchera pas.

La série noire continue

Depuis le début de l'année, douze collègues ont mis fin à leur jour, dont la moitié dans les emprises ferroviaires. Le 27 avril, c'était un collègue de l'Équipement du côté de Montpellier. Tous les indicateurs sociaux sont au rouge : les accidents du travail, les burn-out, le nombre de licenciements mais les profits, eux, montent en flèche.

Congés proto-colères

Pour les roulants, le mois de mai, entre vacances scolaires et jours fériés, est un révélateur de la politique d'improvisation et du mépris de l'entreprise. En effet des collègues se voient retirer de leur roulement et commander sur des horaires changeants du tout au tout, sans en être prévenus ! Que le plan de transport soit allégé durant les congés on peut l'entendre, le problème c'est qu'on organise notre vie en fonction de nos roulements : garde des enfants, rendez-vous médicaux, loisirs, etc et on n'est pas censé y toucher sauf aléas imprévisibles. Donc quand la direction tente de justifier qu'elle peut modifier nos horaires au dernier moment car les vacances seraient des "aléas" il y a de quoi hurler.


On préférerait Fabien !

Le maire RN de Carcassonne, Christophe Barthès (et non Barthez !), montre semaine après semaine ce qu'est l'extrême-droite : un Macronisme en plus brutal. Après s'être attaqué aux plus pauvres, aux lycéens de la ville qui se mobilisent contre l'extrême-droite, à la Ligue des Droits de l'Homme en lui retirant local et subventions, il claironne depuis le 30 avril qu'il va expulser les organisations syndicales de salariés de la Bourse du travail.

Les manifestations du 1^{er} mai dans la région ont été l'occasion de montrer qu'il n'intimide ni ne décourage personne. De 300 à défiler à Carcassonne le 29 avril, ils étaient 600 le 01^{er} mai.

.....
Ce bulletin t'a plu ? Fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

X @npa_revo

 <https://npa-revolutionnaires.org>

 @npa_rev